

## **Débat**

# **Comment l'Europe peut-elle gagner la course à la compétitivité ?**

### **Introduction du Cercle des économistes**

Bertrand Jacquillat

### **Contributions**

Enrico Letta • Marwan Lahoud • Geoffroy Roux de Bézieux

### **Modération**

Hedwige Chevillon

# Une formidable opportunité pour l'Europe

Bertrand Jacquillat

Cette introduction au débat est un état des lieux sur la compétitivité de l'Europe en matière de production industrielle et de services<sup>1</sup>. Commençons par un constat : à la fin du 1er trimestre 2014, la reprise économique dans l'Union européenne avait eu lieu mais elle était récente et faible si bien que pour l'ensemble des 28 pays de l'Union européenne, la production industrielle était inférieure de plus de 10 % à ce qu'elle était à la fin de 2008. Elle était par ailleurs contrastée selon les pays. Seulement 6 des 23 pays avaient retrouvé leur niveau de production industrielle de 2008. En Italie, elle était encore inférieure de 25 %. La même observation vaut pour les secteurs industriels. Les industries du meuble, des textiles, de l'habillement notamment, sont encore en retard de 25 % à 30 % par rapport à leur niveau de 2008.

## ■ Le constat

### *Une moindre progression des gains de productivité dans l'Union européenne*

Sur la période 1995-2013, l'Europe des 27 a perdu plus de 7 millions d'emplois. Cela est dû pour une part importante à des facteurs structurels, comme la croissance de la productivité, économe en emplois, d'une part et à une tendance légère mais persistante de la modification de la structure de l'industrie vers des secteurs plus intenses technologiquement, et donc moins intensifs en emplois, d'autre part.

1. Elle s'inspire d'un document de la Direction Générale Entreprise et Industrie de la Commission de Bruxelles «*Towards knowledge driven reindustrialisation*» (*European Competitiveness Report*, 2013). Ce rapport rassemble des statistiques sur les 28 pays de l'Union européenne, 23 secteurs industriels et 14 autres secteurs (dont 13 dans des services). Certains résultats sont ventilés par pays mais surtout par secteurs. Il n'y a pas de ventilation croisée pays/secteur. La majorité des résultats est par secteur pour l'ensemble de l'Union européenne.

Il n'en demeure pas moins que l'Union européenne perd du terrain en matière de gains de productivité par rapport aux grandes économies émergentes et par rapport à ses principaux concurrents. Par exemple le différentiel de productivité US/EU s'accroît depuis la crise après s'être réduit entre 2000 et 2007. Une analyse fine attribue ce différentiel notamment à des investissements plus élevés aux États-Unis dans les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication. Cette moindre progression des gains de productivité au sein de l'Union européenne s'explique par une insuffisance en Recherche et Développement.

La part de la R&D dans le PNB est de 1,85 % dans l'Union européenne. Elle est inférieure à ce qu'elle est au Japon et aux États-Unis (2,7 %). Cette infériorité n'est pas imputable à des différences de structure industrielle ou à la spécialisation des États-Unis dans les secteurs intensifs en connaissance, elle se manifeste dans tous les secteurs.

#### *Déclin du poids de l'industrie dans l'économie de l'Union européenne*

Le poids de l'industrie dans l'économie de la zone euro décline par rapport à celui des services, et cela a des causes rationnelles liées à des changements structurels et n'est pas propre à l'Europe. Avec la croissance de leurs revenus, les populations en consacrent une part grandissante aux services. Aussi les services ont-ils été davantage protégés de la concurrence par les prix. Enfin les services ont une faible élasticité prix, c'est-à-dire que face à des prix plus élevés, les consommateurs ne souhaitent et/ou ne peuvent réduire leur consommation. Il y a donc deux bonnes raisons pour constater un déclin de la part de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière dans le PNB. D'abord, la croissance de la productivité plus élevée dans l'industrie entraîne un déclin relatif de ses prix par rapport à ceux des services, et il n'y a donc pas lieu de s'inquiéter. Du côté de la demande, on constate une faible élasticité prix et une forte élasticité revenus dans les services tels que l'éducation, le tourisme, la santé, les activités culturelles.

Il existe dans l'Union européenne comme dans le reste des pays développés des changements structurels entre les trois grands secteurs: agriculture, industrie et services, dont les clés sont le progrès technique et la croissance de la productivité du côté de l'offre et du côté de la demande les différentes élasticités revenus des secteurs. En tout état de cause, la différenciation industrie/services est moins nette qu'autrefois. Actuellement 30 % du prix d'un produit industriel a un contenu «services», à l'inverse 10 % du prix des services a un contenu industriel.

*Des secteurs contrastés*

Le rapport de la Commission sur la compétitivité identifie quatre groupes de secteurs (23) dans la dimension de leur technicité: *high tech, medium-high tech, medium-low tech, low tech*.

L'Union européenne a des avantages comparatifs dans la plupart des secteurs industriels (15 sur 23), qui contribuent à hauteur des trois quarts à la production industrielle de l'Union européenne. C'est pourquoi la reprise dans la zone euro s'est faite au travers de l'exportation de produits manufacturés.

Dans le *high tech*, l'Union européenne a des avantages comparatifs dans la pharmacie, mais se trouve en retard dans l'informatique, l'électronique, les équipements optiques et les équipements électriques. Dans les industries *medium high tech*, les avantages comparatifs de l'Union européenne (RCA de 1,14) sont inférieurs à ceux des États-Unis (1,22) et du Japon (1,59).

Des 15 secteurs identifiés comme ayant des avantages comparatifs, environ 10, les deux tiers, appartiennent aux deux groupes sectoriels bas de gamme (*low tech* et *medium-low tech*). Cependant les produits de ces secteurs bas de gamme ont un contenu plus élevé d'innovation que la moyenne.

*Une capacité exportatrice intacte de l'Union européenne*

Les exportations de l'Union européenne ont un plus haut degré de complexité et de sophistication (intensité en connaissance), ce qui représente un indicateur avancé de la compétitivité hors prix.

La mesure de la part domestique et de la part étrangère dans les exportations d'un pays indique dans quelle mesure ce pays fabrique et/ou assemble. La comparaison de l'Union Européenne avec la Chine, les États-Unis, le Japon et la Corée est à l'avantage de l'Union européenne. La part de la valeur ajoutée étrangère à l'Union européenne dans les exportations de celle-ci est plus faible que dans les autres pays. Ceci n'est pas dû au fait que l'industrie européenne est moins intégrée dans la chaîne de valeur que l'industrie des autres pays puisque la part de la valeur ajoutée en provenance de l'Union Européenne dans les exportations des quatre autres pays est la plus élevée. L'industrie européenne est donc bien placée dans la chaîne de valeur mondiale.

Pour mesurer la compétitivité des industries de l'Union européenne sur les marchés mondiaux, on utilise l'indicateur RCA (*Revealed Comparative Advantage*) qui est le ratio de deux ratios: le premier ratio est celui de la part des exportations de l'Union européenne d'un secteur par rapport à l'ensemble de ses exportations; le second ratio est celui des exportations du même secteur par rapport à l'ensemble des exportations d'un groupe de pays de référence. Supérieur à 1, il est l'indication d'un avantage compétitif. Le RCA de la Chine dans la *high tech* est le plus élevé (1,56)! Cela suggère que la part fabriquée à l'étranger des exportations de ce secteur est très élevée. Attention au RCA! Ce ratio pour mesurer la compétitivité d'une industrie n'est pas parfait.

## ■ Les solutions

### *Un autre regard sur l'industrie*

Aujourd'hui, un secteur manufacturier important n'est plus considéré refléter une structure économique obsolète, peu adaptée à l'ère post industrielle d'une économie dominée par les services. C'est même aujourd'hui l'inverse, un secteur manufacturier dynamique est considéré comme un passage obligé pour avoir une économie innovante et compétitive, et en croissance significative. Il faut donc conserver une taille critique à l'industrie : sinon on perd des *manufacturing commons* (perte de connaissances, de savoir-faire technologique, de réseau de fournisseurs...). La situation est particulièrement préoccupante en Grande-Bretagne où le déclin est important depuis 1995, ainsi qu'en France ou en Grèce où la part de l'industrie était déjà faible en 1995.

Un autre regard porté à l'industrie est nécessaire car il est empiriquement prouvé que les entreprises industrielles sont plus enclines à faire de la Recherche et Développement que le reste du tissu économique. Leur part de R&D est bien supérieure à leur part de contribution à la valeur ajoutée, dans un rapport de 4 à 1 en moyenne.

### *Vers une osmose entre l'industrie et les services*

Les liens entre l'industrie et les services sont de plus en plus forts. Les services sont un facteur de compétitivité de l'industrie au même titre que le R&D et l'innovation. La part de la composante service en pourcentage de coûts dans la production du secteur manufacturier est passée de 22 % en 1995 à 25 % en 2013. Ces liens sont plus particulièrement forts dans les secteurs *low-tech*, *medium-low tech* et *medium-high tech*, reflétant une nécessité de différenciation dans une politique de compétitivité hors prix. Ce point est d'autant plus important que les services incorporés dans les biens industriels ont une base nationale très importante, 87 %, contre 4 % en provenance des autres États de l'Union européenne et 9 % de pays tiers.

Le secteur manufacturier assure une fonction de «transport» des services, dans la mesure où, incorporés dans des produits industriels échangés internationalement, ils sont bien plus exportables qu'en tant que tels isolément. L'incorporation de services dans les produits industriels accroît la mobilité d'échange international des services. La croissance de la productivité (TFP) du secteur manufacturier européen est plus élevée que celle des services marchands et du reste de l'économie.

La moindre importance des dépenses de R&D dans l'Union européenne par rapport aux États-Unis et au Japon, est dû en partie à des structures industrielles différentes, mais surtout à l'intensité de la recherche dans chaque secteur. La première constatation conduit à prôner une politique industrielle tournée vers l'émergence et la croissance de sociétés innovantes et mondiales en Europe.

■ **Quelle politique industrielle pour l'Union européenne ?**

Pendant longtemps la politique industrielle en Europe a été une politique de la concurrence, de suppression des aides d'État spécifiques et sectorielles, puis récemment elle s'est orientée vers une politique de R&D. Encore plus récemment la politique industrielle de l'Europe s'oriente vers une politique horizontale couplée à des politiques sectorielles dans six domaines liés à l'environnement et au changement climatique. Les aides d'État aux industries exportatrices semblent avoir un effet positif, mais elles devraient davantage cibler les entreprises plus petites.

Au-delà de faciliter la croissance, la politique industrielle a aussi pour objectif d'accroître la compétitivité externe des secteurs et entreprises exposés à la concurrence internationale. La politique industrielle doit s'orienter vers l'amélioration plutôt que la préservation des structures industrielles. La politique industrielle doit stimuler les applications commerciales des innovations et ce notamment par les commandes publiques ciblées sur les engagements de l'Union européenne en matière de protection environnementale et de politique de climat.

En définitive, les activités manufacturières doivent conserver une taille significative dans l'Union européenne pour au moins quatre raisons : le secteur concentre une part importante des efforts d'innovation dans l'économie, et il contribue à la croissance globale de la productivité et à la croissance de l'économie, aussi du fait d'effets de transmission intersectorielle. Aussi parce que le secteur manufacturier a des liens de plus en plus étroits avec le secteur des services. Enfin parce que les services incorporés dans les biens industriels sont exportables, ce qui n'est pas le cas pris isolément. L'industrie continue de croître mondialement et l'économie mondiale est entrée dans une phase hyper industrielle qui s'appuie sur les codes, l'informatique et les logiciels, les robots et l'internet avec des entreprises industrielles qui intègrent de plus en plus de services dans la chaîne de valeur ajoutée. Cette nouvelle révolution industrielle est une formidable opportunité pour l'Europe.

## Comment l'Europe peut-elle gagner la course à la compétitivité ?

**Enrico Letta**, *Ancien Président du Conseil, Italie*

Je pense que le temps est venu d'entamer une discussion au niveau européen – c'est ce que me dit mon expérience au sein du Conseil européen – entre ceux qui pensent que la croissance est un enjeu national et ceux qui pensent que la croissance est un enjeu européen. J'y insiste car dès que nous parlons de croissance au Conseil européen, quelqu'un se lève et fait remarquer que les règles édictées par le Conseil européen sont des règles générales et que la croissance relève de la responsabilité des seuls États. Je ne suis pas de cet avis. Je pense que à un moment où, au niveau européen, on demande aux États, en plus de tenir les budgets, d'y faire des coupes sombres, il est impossible de demander en même temps des investissements. C'est pour cela qu'il faut maintenir la rigueur et faire en sorte qu'il n'y ait plus de dettes au niveau national, mais il faut accompagner ces mesures en mettant sur la table des politiques européennes de croissance. Ça, c'est le premier point.

Deuxième point : on ne peut pas parler de l'Europe en faisant abstraction des dernières élections européennes. Il faut être dans la réalité. La réalité a été une montée des populismes et surtout de l'euroscepticisme. Il faut donc œuvrer pour un regain de la popularité de l'Europe. Il faut qu'il y ait, au niveau européen, de vraies politiques telles que les sujets qui ont dominé la campagne électorale – immigration, simplification administrative, chômage, et j'ajouterai même l'éducation (Erasmus) – ne soient pas considérés, comme elles le sont aujourd'hui, comme des politiques juniors et marginales. La perception des peuples concernés vis-à-vis de l'Europe ressemble aujourd'hui à un ECOFIN des chefs d'État et de gouvernement. On a l'impression qu'à la Commission européenne, il y a un super commissaire, – celui de l'euro, naturellement – et que le reste est secondaire. Ça ne peut pas marcher.

Troisième point : il faut comprendre que la BCE a pris les bonnes décisions, même dans les dernières semaines. Mais dans l'Europe de la Monnaie et de l'Économie, dans l'UEM, il y a bien la monnaie commune, très présente, très forte et très développée, mais le «E» d'économie est très loin d'avoir la même importance et c'est là qu'est le problème. Comment faire en sorte que le «E» de UEM se développe? Je pense que c'est le défi des institutions européennes des cinq prochaines années. Comment faire en sorte que la compétitivité et la croissance deviennent le grand enjeu des institutions communautaires, que

nous en parlions au niveau européen? Comment faire pour que ce «E» se développe et arrive en cinq ans au niveau du «M»?

Je proposerai quatre pistes essentielles qui sont, à mon sens, les grands enjeux des cinq ans à venir susceptibles de redonner à l'Europe une vraie compétitivité et d'abolir l'esprit de morosité régnant. Dans les tous les grands pays européens, à l'exception de l'Allemagne, on entend partout dire: «Le mieux est derrière nous. Le futur sera pire. Retardons le futur pour différer le pire autant que possible.» Il faut absolument changer cet état d'esprit. Il faut comprendre qu'il peut y avoir un futur positif si nous faisons en sorte que cette idée de compétitivité/croissance arrive sur la table des décisions européennes.

Je dis quatre points, il pourrait naturellement y en avoir bien d'autres. Mais pour être bref je citerai ces quatre-là. Le premier, c'est *l'énergie*. C'est le grand sujet des cinq prochaines années. Naturellement, la France aborde le sujet d'une façon un peu particulière grâce à l'énergie nucléaire, mais si on regarde le reste de l'Europe et qu'on pense à l'exploitation américaine des gaz de schiste, il est clair que les Américains vont en tirer un énorme avantage compétitif pendant les prochaines années. Cet avantage compétitif rencontre les complexités fiscales de l'Europe et nos problèmes sur le coût de l'énergie. Nous n'avons pas de marché unique de l'énergie. Je prends l'exemple de l'Italie qui a besoin de gaz et n'arrive pas à construire des terminaux gaziers. Nous en avons achevé un après dix ans de discussions. En Espagne, ils en ont sept, mais ils les exploitent à 20 % seulement parce qu'il n'y a pas de connexion entre l'Espagne, la France et l'Italie. Il suffirait de faire un grand réseau d'interconnexion européen pour que le marché européen puisse exploiter toute sa force: il faut être tous ensemble pour parler aux producteurs. Au niveau mondial, cela est décisif.

Brièvement, les trois autres points: *le lien entre marché intérieur et antitrust*. Nous avons besoin de comprendre que l'antitrust ne peut plus travailler à fragmenter chaque pays rendant ainsi impossible l'indispensable dimension européenne des entreprises. Le troisième point concerne *le commerce international*. Je pense naturellement que les grandes rencontres comme celle de Bali, les récents accords de l'UE avec le Canada et la Corée sont très importants, mais maintenant il y a la grande opportunité pour l'Europe d'arriver à un accord commercial pour régler les grands problèmes avec les États-Unis. Il faut saisir cette opportunité à tout prix. Dernier point enfin: il faut une *stabilisation automatique pour les chocs asymétriques* qui ne soit pas simplement au niveau monétaire et européen.

Ce sont quelques unes des conditions – avec un grand investissement européen dans le digital – qui permettront d'envisager l'avenir avec un peu plus d'espoir.

**Marwan Lahoud**, *Airbus Group*

Pour prolonger les propos de Enrico Letta, j'insisterai aussi sur la compétitivité/coût de l'Europe. Je reviendrai aussi sur la nécessité de changer notre perception et notre vision de l'Europe. Économiquement, l'Europe et les États-Unis ont dominé le monde pendant plus d'un siècle, voire plus. Dans cette logique, nous avons toujours considéré que les frontières étaient nos propres frontières. Mais la réalité d'aujourd'hui est que tout s'est déplacé, tout s'est décalé, alors que nous continuons de raisonner en Europe comme si tout s'arrêtait à nos bornes.

Que faut-il faire?

Il faut tout d'abord tirer des leçons de notre supériorité passée. Pourquoi avons-nous réussi à tenir une position comme celle-là? La réponse tient en trois mots clé : stabilité, environnement politique et innovation. Dans le cas de l'Europe, il faudrait sans doute compléter la notion de stabilité par celle d'homogénéité. Si nous voulons que les entreprises inscrivent leurs investissements dans la durée, il faut de la stabilité et de l'homogénéité juridiques. Il faut de la stabilité et de l'homogénéité fiscales. Il est grand temps que nous ayons une fiscalité harmonisée en Europe. Il faut aussi de la stabilité et de l'homogénéité du droit du travail, et une stabilité des règles de concurrence. Enrico Letta nous a ouvert tout un champ de réflexions en parlant des règles de l'antitrust. C'est le prototype du domaine dans lequel nous pensons en Europe que tout se termine au bord de l'Europe. En dehors de l'Europe, ce sont les bons sauvages et les barbares qui n'ont ni les moyens ni la capacité d'innover et auxquels de surcroît, il manque la richesse. Il serait temps d'ouvrir les yeux et regarder le monde tel qu'il est aujourd'hui.

En ce qui concerne l'environnement, c'est d'environnement politique et macro-économique qu'il s'agit. Pourquoi les économies avancées ont-elles mieux résisté que prévu à la mondialisation, particulièrement en Europe? La première réponse tient dans les infrastructures au sens large. Les infrastructures de transport, denses et accessibles, font que beaucoup d'entreprises préfèrent produire en Europe. Le système éducatif que je classe dans les infrastructures, fait que nous avons produit et que nous produisons encore de la ressource humaine qualifiée. Je dis que nous produisons encore parce que là aussi, il faut éviter toute complaisance et tout aveuglement. Partout ailleurs dans le monde, le système éducatif progresse à grands pas et la démographie qualifiée, si j'ose dire, est en train de nous dépasser.

Troisième mot clé, l'innovation et l'investissement dans la R&D, nous en reparlerons.

Je reviens aux propos d'Enrico Letta sur l'état d'esprit de l'Europe car c'est ce qui conditionne la politique macro-économique. Un état d'esprit conquérant, la conscience des batailles à engager nous rend plus fort qu'un état d'esprit «de

ligne Maginot». Je crois qu'en Europe, nous avons les atouts et les moyens d'être offensifs, d'être conquérants et de penser l'avenir en termes de croissance. La création du groupe pour lequel je travaille est une illustration. En 2000, nous étions en danger. Nous étions en difficulté. Un projet industriel a été conçu par une petite poignée d'entrepreneurs et a été amené vers le politique allemand, vers le politique français, vers le politique espagnol et le politique britannique qui s'en sont saisis avec la conviction qu'il s'agissait-là d'un instrument de politique économique, d'une façon de construire l'Europe. Je ne suis pas sûr qu'aujourd'hui, les réactions ne seraient pas plutôt de l'ordre de la défensive, du calcul d'intérêts, etc.

**Hedwige Chevillon**

Vous voulez dire que si aujourd'hui, les industriels avaient la même volonté de créer un tel groupe, il n'y aurait pas d'Airbus?

**Marwan Lahoud**

Je ne suis pas un auteur de science-fiction, mais on peut dire ça comme ça. J'ai parlé de R&D, nous payons aujourd'hui le prix d'un moindre investissement en R&D au cours des dernières décennies. Nous sommes très loin des objectifs de Lisbonne. Je crois que c'était 3 % du PIB, dont deux tiers d'investissements privés. Aujourd'hui, on en est loin. Or l'innovation est au fond notre seul atout immédiat, le seul qui nous permette de rester devant. Nous n'avons pas le choix. Il faut du temps pour améliorer les coûts. Il faut du temps pour investir et que les infrastructures portent leurs fruits. Il faut donc innover pour rester devant. C'est le sens de la démarche d'Airbus Group qui essaie continuellement de proposer de nouveaux avions, de nouveaux produits, de nouveaux services et de nouvelles offres, pour ne pas perdre la place qu'il occupe aujourd'hui.

**Hedwige Chevillon**

Geoffroy Roux de Bézieux, vous dites qu'il faut de la prise de risque, qu'il faut de l'innovation et que c'est là que l'Europe est en train de perdre la partie.

**Geoffroy Roux de Bézieux, MEDEF**

Oui, tout à fait. Il ne faut évidemment pas négliger la question de la compétitivité des coûts, mais je crois qu'il est plus intéressant de parler des facteurs de compétitivité hors coût, en particulier d'innovation: on ne gagnera pas la bataille des économies-continentaux uniquement par des facteurs de coût. Dans une économie comme la nôtre, il n'y a que l'innovation qui nous permettra de tenir notre rang. C'est d'ailleurs ce qu'avaient reconnu, les gouvernements européens en 2000 quand ils avaient décrété cette stratégie de Lisbonne.

La stratégie de Lisbonne, je le rappelle, était de faire de l'Europe le continent de l'économie de la connaissance en partant du principe que nos atouts étaient avant tout des atouts intellectuels, des atouts immatériels et que c'est grâce à

eux que nous allions créer un *gap* de compétitivité. En 2000, le leader mondial des entreprises de technologies était européen. C'était Nokia. Les télécoms, que je connais bien, était une invention strictement européenne, poussée d'ailleurs par la Commission européenne puisque la norme GSM, inventée dans le cadre de France Telecom, avait à l'époque été imposée par l'Europe et avait permis à toute une industrie de prendre de l'avance. Mais Google avait un an, Amazon faisait à peine 100 millions de dollars de chiffre d'affaires, Facebook n'existait pas et Apple était en faillite.

Comment ne pas reconnaître qu'il s'agit-là d'un formidable échec de l'Europe, puisque 14 ans plus tard, toutes les innovations de rupture sont venues, pour partie, du continent nord-américain et pour partie du continent asiatique. Je citerai Samsung qui fabriquait alors des téléviseurs *low-cost*! Nous avons donc malheureusement raté ce tournant et c'est un échec de l'Europe institutionnelle. Je cite à titre anecdotique le fait qu'il ait fallu attendre 14 ans, entre 2000 et 2014, pour que le premier sommet européen soit consacré au numérique. Il a fallu attendre 13 ans pour que ce qui avait été décidé à Lisbonne, c'est-à-dire de faire un brevet européen, voit le jour. Il y a donc une incapacité institutionnelle à mettre l'innovation au cœur des politiques européennes, à comprendre qu'il faut créer les champions européens d'aujourd'hui et imaginer ceux de demain. En fait, à cause d'une politique antitrust relativement tournée vers l'intérieur, nous avons raté en partie les champions européens d'aujourd'hui et nous ne sommes pas parvenus à jeter les bases de ceux de demain.

Le constat est sévère. La partie est-elle pour autant perdue? Je ne le crois pas. D'abord, pour le débat sur les gains de productivité, je crois au contraire que nous sommes devant de formidables gains de productivité parce que les révolutions technologiques qui sont devant nous sont très importantes que ce soit dans la santé, dans les objets connectés, dans les voitures sans chauffeur, etc., il y a des milliers de possibilités. Je le vois tous les jours à titre d'investisseur et le leadership américain est remis en cause par ces révolutions. C'est le premier point.

Nous avons des atouts d'infrastructures dont l'éducation. Les ingénieurs européens et les ingénieurs français en particuliers sont souvent les meilleurs du monde et leur capacité d'invention est très forte. Avec ce type d'atouts il suffirait d'assez peu de choses pour que tout reparte.

Que serait ce «peu de choses»? Enrico Letta et Marwan Lahoud ont parlé d'état d'esprit et il est vrai qu'il y a un état d'esprit à recréer. Il y a cette notion de «société du risque», ce que nous ne sommes pas en Europe. Nous ne sommes pas une société où l'ensemble des règles institutionnelles, fiscales et droit du travail, facilitent, encouragent et développent, chez les entrepreneurs comme dans l'ensemble de la population, cette notion de prise de risque. Entre deux principes, celui du principe de précaution et celui du risque, nous avons fait collectivement – peut-être un peu plus en France qu'ailleurs – le choix du

principe de précaution alors que les Américains ont fait l'inverse. C'est ce choix qui les amène à une croissance au moins deux fois supérieure à la nôtre où les nouvelles technologies comptent pour plus d'un tiers. Ce choix de la société du risque est un choix collectif, un choix démocratique qui leur a permis d'émerger.

Cette notion de société du risque, nous devons la traduire par l'ensemble des règles : effectivement, une fiscalité harmonisée, une fiscalité qui favorise la prise de risque et pas la rente, un droit du travail qui favorise la mobilité et la prise de risque, etc.

La partie n'est donc pas perdue, mais nous avons régressé. L'Europe a perdu du terrain, elle a reculé dans ces 15 dernières années sur tous les points qui fondent une société du risque.

### **Hedwige Chevillon**

Le dialogue social fait-il partie des atouts de la compétitivité?

### **Geoffroy Roux de Bézieux**

En France, le dialogue social est une sorte d'icône. Quand quelque chose ne va pas, nous faisons appel au dialogue social. Mais de quoi parle-t-on? Si nous parlons du dialogue managérial entre un chef d'entreprise et ses salariés représentés par les syndicats, oui, bien sûr. C'est un outil de performance et la tradition européenne, peut-être plus en Europe du Nord qu'en Europe du Sud, peut nous permettre d'améliorer notre compétitivité. Si nous parlons de cette tradition du XX<sup>e</sup> siècle, post-1945, qui consiste à réunir une fois par an des représentants quelquefois coupés – de part et d'autre d'ailleurs – de la réalité des entreprises, pour discuter de principes généraux que l'on veut appliquer de manière napoléonienne et colbertiste à l'ensemble des entreprises alors que l'économie montre que toutes les formes d'organisation sont en train de se développer de manière totalement différente, ce n'est pas un atout de compétitivité, c'est exactement l'inverse.

### **Marwan Lahoud**

Je suis d'accord avec cette analyse. Une des forces du groupe auquel j'appartiens est justement d'avoir anticipé ces transformations des formes d'organisation, pas seulement sous l'impulsion de sa composante allemande, mais aussi parce que dans la société Aérospatiale qui en est historiquement à l'origine, il y avait cette notion de dialogue social à l'intérieur de l'entreprise.

### **Bastien Cueff, lauréat du concours «La Parole aux étudiants»**

À la suite de la campagne pour les élections européennes, on a vu l'impact des arguments populistes et de la crainte de la perte de la souveraineté économique. On a aussi entendu, notamment par la voix de Guy Verhofstadt, le fait qu'il fallait des géants européens pour être dans la compétitivité mondiale. Aujourd'hui, avec l'actualité du dossier Alstom je pense que je peux poser la

question suivante : n'est-il pas temps de s'interroger sur l'échelon de la réflexion économique, sortir de l'échelon national, voire de l'échelon européen, pour pouvoir penser l'économie européenne de manière mondiale, et avoir à la base de cette réflexion l'idée de la nationalité des entreprises européennes?

**Enrico Letta**

Il faudrait trois jours de discussions pour traiter cette question et je crois que c'est effectivement le grand sujet. Comme nous venons de le dire, dans les dix dernières années, les choses ont changé à l'échelon mondial. C'est-à-dire que les pays qui étaient des petites puissances avec une démographie dynamique sont aujourd'hui en train de nous dépasser. Je prendrai le G7, non comme le lieu où l'on décide mais symboliquement : quand en 1975, Giscard et Schmidt, ont décidé d'avoir un G7, ils ont pris deux critères d'adhésion : les démocraties et les plus grandes économies du monde. Et parmi ces sept-là nations, il y avait quatre Européens.

Si nous devons appliquer les mêmes critères dans dix ans, démocraties et grandes puissances économiques, et faire un nouveau G7, il n'y aurait aucun pays européen, pas même l'Allemagne. Elle serait huitième, parce que dans dix ans, probablement, les grandes économies comme le Brésil ou dans le futur, l'Indonésie, le Mexique, nous auront dépassés.

Dans ce monde global et en termes économiques, nous avons déjà perdu la souveraineté nationale. On peut la rattraper au niveau européen. C'est le discours sur le futur. À condition que nos politiques disent la vérité aux peuples et qu'ils ne leur fassent pas croire que rester chacun dans nos frontières résoudra nos problèmes. C'est le grand enjeu des prochaines années.

**Marwan Lahoud**

Dans la question, il y a une référence à la nationalité des entreprises et des centres de décision. Je répondrai qu'il y a trois niveaux, ou pour prendre une image militaire, qu'il y a trois lignes de défense. Il y a le capital et cela fait très longtemps que le capital est mondial. Il y a la direction et les centres de décision dont la nationalité constitue encore une deuxième ligne bien qu'aujourd'hui beaucoup de centres de décision se délocalisent et deviennent multiples, les équipes fonctionnent à distance avec les moyens modernes de communication ; le directeur financier est à un endroit, le directeur des opérations à un autre, etc. La dernière ligne de défense est celle des salariés. Où produit-on ? Où produit-on de l'innovation ?

Autrement dit, le capital est aujourd'hui complètement mondial, les centres de décision sont en train de partir et souvent pour de bonnes raisons. Il reste la production et l'innovation. Si l'Europe ne fait pas ce qu'il faut pour que les centres de production et d'innovation restent en Europe, la nationalité des entreprises changera. Les entreprises peuvent être naturalisées beaucoup plus facilement que les individus.

**Geoffroy Roux de Bézieux**

Je ne peux être que d'accord avec ça. J'ajouterai peut-être un point complémentaire sur cette idée de l'origine des chercheurs... et des «trouveurs». C'est ce concept d'*open innovation* qui est en train de révolutionner la recherche. Autrefois, on avait une vision de la R&D très centrée sur l'entreprise, «mes chercheurs, mon laboratoire, mes brevets». Aujourd'hui, l'innovation est multipolaire. C'est donc tout l'écosystème de l'innovation, les laboratoires publics, les universités, les grandes entreprises et les *start-ups*... ce qu'on fait si bien dans la Silicon Valley ou autour de Boston que nous n'avons pas encore réussi à créer en Europe.

**Hedwige Chevillon**

Une dernière question à Enrico Letta. Vous avez dit tout à l'heure qu'il faut que la politique européenne de croissance se fasse au niveau européen, et moins au niveau national. Est-ce que ce n'est pas un alibi pour ne pas faire les réformes en Italie, en France, en Espagne...

**Enrico Letta**

Non. La France et surtout l'Italie doivent continuer sur la voie des réformes. Mais le problème du manque de croissance doit trouver des réponses européennes. Je pense qu'il faut mettre en marche cette idée de *Partnership for growth and jobs* au niveau européen. C'est une notion qui encourage les réformes structurelles nationales soutenues par un ancrage fort au niveau européen

On a parlé d'antitrust. Je pense que c'est décisif. Il nous faut une politique européenne de l'antitrust qui nous donne, dans les cinq prochaines années, la possibilité de créer des géants européens qui auront les pieds dans différents pays de la Communauté, – aujourd'hui nous n'en avons guère que deux ou trois d'authentiquement européens, les autres géants sont nationaux. Pour cela, il faut une politique européenne de l'antitrust. J'ai cité l'énergie, mais on pourrait citer les télécoms.